

Paris, le 15 décembre 2017

M. Emmanuel Macron  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris

## Stop à l'élevage des poules en cage !

Monsieur le Président,

Lors de l'élection présidentielle, les organisations de protection animale ont souhaité porter la voix des animaux autour de 30 propositions au sein du manifeste AnimalPolitique. La première mesure invitait les candidats à faire connaître leurs intentions sur l'élevage en cage.

Votre réponse, le 13 avril 2017, appelait, "à faire disparaître l'élevage en batterie des poules pondeuses au profit des élevages alternatifs", engagement que vous avez renouvelé à Rungis, le 11 octobre 2017, lors de la clôture du premier chantier des États Généraux de l'Alimentation, ponctué par un mot d'ordre : "nous pouvons, ensemble, atteindre cet objectif."

Ensemble, nous pouvons répondre à une véritable attente de la société dans la prise en compte de la souffrance des animaux : 90% des Français se montrent en effet favorables à l'interdiction de l'élevage en cage des poules pondeuses (OpinionWay, 2014).

Ensemble, nous pouvons suivre la transition opérée par les entreprises leaders de nombreux secteurs - agroalimentaire, grande distribution, restauration, hôtellerie... - qui se sont déjà engagées à cesser de s'approvisionner auprès d'élevages en batterie, en France, en Europe et dans le monde. Il s'agit désormais d'accompagner les producteurs qui n'auront pas anticipé cette mutation du marché.

Ensemble, nous pouvons prendre les dispositions nécessaires pour sortir de ce modèle productif. Pour être satisfaisante, cette transformation ne doit pas se limiter aux œufs coquille, mais doit prendre en compte également les ovoproduits qui représentent 50% de la production.

Ensemble, nous pouvons inscrire dans la loi l'interdiction totale d'élever des poules en cage pour produire des œufs quelle que soit leur destination.

**Ensemble, nous devons atteindre cet objectif et faire disparaître l'élevage des poules en cage !**

Dans cette perspective, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre très haute considération.

